

Répression

Type de contenu : Texte

Type de médiation : sans médiation

Type de support : Volume

Titre(s) : Répression : l'État face aux contestations politiques / Vanessa Codaccioni

Auteur(s) : Codaccioni, Vanessa (1980-....) politiste

Publication : Paris : Textuel, DL 2019

Description matérielle : 1 volume (90 pages) ; 20 cm

Collection : Petite encyclopédie critique

ISBN : 978-2-84597-768-6

EAN : 9782845977686

Appartient à la collection : Petite encyclopédie critique 2105-9195

Classification décimale Dewey : 323.04

Note sur les bibliographies et les index : Notes bibliographiques

Résumé ou extrait : Il ne se passe pas un seul jour sans que des militants ne soient confrontés à la répression. Violences policières, arrestations, gardes-à-vue et procès rythment aujourd'hui la vie politique et judiciaire. Aucune forme d'indignation politique n'y échappe : des gilets jaunes aux zadistes en passant par les écologistes, les militants solidaires, les féministes, les lycéens ou celles et ceux qui participent à des manifestations de rue, toutes et tous peuvent être confrontés à la police ou à la justice. Pour les acteurs de la répression, ce sont des « casseurs », des « délinquants » ou des « terroristes » qui sont visés. Il s'agit d'un déni stratégique dont l'objectif est d'invisibiliser le caractère politique de cette violence d'État et de nier que ce sont pour leurs idées ou leurs actions que des militantes ou militants sont arrêtés, inculpés ou jugés. En analysant les mécanismes contemporains de la répression, Vanessa Codaccioni dénonce la criminalisation de la contestation politique. Étudiant finement ses principaux dispositifs, elle éclaire l'une de ses logiques majeures : la dépolitisation de l'activisme par son assimilation au terrorisme ou à la criminalité de droit commun.

Sujet - Nom commun : Mouvements contestataires -- France -- 1990-2020

Répression politique -- France -- 1990-2020

Militants politiques -- Violence envers -- France -- 1990-2020

Résistance politique -- France -- 1990-2020
Crimes et délits politiques -- France -- 1990-2020